

# L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

**“LA RÉVOLUTION SOCIALE OU LA DICTATURE MILITAIRE” (1)**

**Michel BAKOUNINE**

*d'après l'édition de 1871 - Genève - Imprimerie coopérative, 8 rue de Carouge.*

-----

**QUATRIÈME PARTIE (fin): “LA PENSÉE RÉACTIONNAIRE, QUE LE PEUPLE NE L'OUBLIE JAMAIS, A ÉTÉ CONÇUE AU SEIN MÊME DU PARTI RÉPUBLICAIN!”**

(2)

Nous avons étudié avec vous, cher ami, les représentants de ce parti à Lyon même. Nous les avons vus à l'œuvre. Qu'ont-ils dit, qu'ont-ils fait, que font-ils au milieu de la crise terrible qui menace d'engloutir la France? Rien que de la misérable et petite réaction. Ils n'osent pas encore faire la grande. Deux semaines leur ont suffi pour montrer au peuple de Lyon, qu'entre les autoritaires de la république et ceux de la monarchie, il n'y a de différence que le nom. C'est la même jalousie d'un pouvoir qui déteste et craint le contrôle populaire. La même défiance du peuple, le même entraînement et les mêmes complaisances pour les classes privilégiées. Et cependant, M. Challemel-Lacour, préfet et aujourd'hui devenu, grâce à la servile lâcheté de la municipalité de Lyon, le dictateur de cette ville, est un ami intime de M. Gambetta, son cher élu, le délégué confidentiel et l'expression fidèle des pensées les plus intimes de ce grand républicain, de cet homme viril, dont la France attend aujourd'hui bêtement son salut. Et pourtant M. Andrieux, aujourd'hui procureur de la République, et procureur vraiment digne de ce nom, car il promet de surpasser bientôt par son zèle ultra-juridique et par son amour démesuré pour l'ordre public, les procureurs les plus zélés de l'empire, M. Andrieux s'était posé sous le régime précédent comme un libre-penseur, comme l'ennemi fanatique des prêtres, comme un partisan dévoué du socialisme et comme un ami de l'Internationale. Je pense même que peu de jours avant la chute de l'empire, il a eu l'insigne honneur d'être mis en prison, à ce titre, et qu'il en a été retiré par le peuple de Lyon en triomphe.

Comment se fait-il que ces hommes aient changé, et que, révolutionnaires d'hier, ils soient devenus des réactionnaires si résolus aujourd'hui? Serait-ce l'effet d'une ambition satisfaite; et parce que se trouvant placés aujourd'hui, grâce à une révolution populaire, assez lucrativement, assez haut, ils tiennent plus qu'à toute autre chose à la conservation de leurs places? Ah! sans doute l'intérêt et l'ambition sont de puissants mobiles et qui ont dépravé bien des gens mais je ne pense pas que deux semaines de pouvoir aient pu suffire pour corrompre les sentiments de ces nouveaux fonctionnaires de la République. Auraient-ils trompé le peuple en se présentant à lui, sous l'empire, comme des partisans de la révolution? Eh bien, franchement, je ne puis le croire; ils n'ont voulu tromper personne, mais ils s'étaient trompés eux-mêmes, sur leur propre compte, en s'imaginant qu'ils étaient des révolutionnaires. Ils avaient pris leur haine très-sincère, sinon très-énergique ni très-passionnée contre l'empire, pour un amour violent de la révolution, et se faisant illusion sur eux-mêmes, ils ne se doutaient même pas qu'ils étaient des partisans de la république et des réactionnaires en même temps.

«*La pensée réactionnaire, dit Proudhon (2), que le peuple ne l'oublie jamais, a été conçue au sein même du parti républicain*». Et plus loin il ajoute que cette pensée prend sa source dans son zèle

(1) Titre de la publication de 1871, mais dont le titre fut rectifié par un *Erratum* en deuxième page. (Note A.M.)

(2) Proudhon, *Idée générale de la Révolution*.

gouvernemental tracassier, méticuleux, fanatique, policier et d'autant plus despotique, qu'il se croit tout permis, son despotisme ayant toujours pour prétexte le salut même de la république et de la liberté.

Les républicains bourgeois identifient à grand tort leur république avec la liberté. C'est là la grande source de toutes leurs illusions, lorsqu'ils se trouvent dans l'opposition, de leurs déceptions et de leurs inconséquences, lorsqu'ils ont en mains le pouvoir. Leur république est toute fondée sur cette idée du pouvoir et d'un gouvernement fort, d'un gouvernement qui se doit montrer d'autant plus énergique et puissant qu'il est sorti de l'élection populaire; et ils ne veulent pas comprendre cette vérité, pourtant si simple et confirmée d'ailleurs par l'expérience de tous les temps et de tous les pays, que tout pouvoir organisé, établi, agissait sur le peuple, exclut nécessairement la liberté du peuple. L'Etat politique n'ayant d'autre mission que de protéger l'exploitation du travail populaire par les classes économiquement privilégiées, le pouvoir de l'Etat ne peut être compatible qu'avec la liberté exclusive de ces classes dont il représente les intérêts, et par la même raison il doit être contraire à la liberté du peuple; Qui dit Etat ou pouvoir dit domination, mais toute domination présume l'existence de masses dominées. L'Etat, par conséquent, ne peut avoir confiance dans l'action spontanée et dans le mouvement libre des masses, dont les intérêts les plus chers sont contraires à son existence; il est leur ennemi naturel, leur oppresseur obligé, et tout en prenant bien garde de l'avouer, il doit toujours agir comme tel.

Voilà ce que la plupart des jeunes partisans de la république autoritaire ou bourgeoise ne comprennent pas, tant qu'ils restent dans l'opposition, tant qu'ils n'ont pas encore essayé eux-mêmes du pouvoir. Parce qu'ils détestent du fond de leurs cœurs, avec toute la passion dont ces pauvres natures abâtardies, énervées, sont capables, le despotisme monarchique, ils s'imaginent qu'ils détestent le despotisme en général; parce qu'ils voudraient avoir la puissance et le courage de renverser un trône, ils se croient des révolutionnaires; et ils ne se doutent pas que ce n'est pas le despotisme qu'ils ont en haine, mais sa forme monarchique et que ce même despotisme, pour peu qu'il revête la forme républicaine, trouvera ses plus zélés adhérents en eux-mêmes.

Ils ignorent que le despotisme n'est pas autant dans la forme de l'Etat ou du pouvoir, que dans le principe de l'Etat et du pouvoir politique, lui-même, et que, par conséquent, l'Etat républicain doit être par son essence aussi despotique que l'Etat gouverné par un empereur ou un roi. Entre ces deux Etats, il n'y a qu'une seule différence réelle, tous les deux ont également pour base essentielle et pour but l'asservissement économique des masses au profit des classes possédantes. Mais ils diffèrent en ceci, que, pour atteindre ce but, le pouvoir monarchique qui, de nos jours tend fatalement à se transformer partout en dictature militaire, n'admet la liberté d'aucune classe, pas même de celles qu'il protège au détriment du peuple. Il veut bien et il est forcé de servir les intérêts de la bourgeoisie, mais sans lui permettre d'intervenir, d'une manière sérieuse, dans le gouvernement des affaires du pays.

Ce système, quand il est appliqué par des mains inhabiles ou par trop malhonnêtes, où quand il met\* en opposition trop flagrante les intérêts d'une dynastie avec ceux des exploités de l'industrie et du commerce du pays, comme cela vient d'arriver en France, peut compromettre gravement les intérêts de la bourgeoisie. Il présente un autre désavantage, fort grave, au point de vue des bourgeois: il les froisse dans leur vanité et dans leur orgueil, il les protège, il est vrai, il leur offre, au point de vue de l'exploitation du travail populaire, une sécurité parfaite, mais en même temps il les humilie en posant des bornes très étroites à leur manie raisonneuse, et lorsqu'ils osent protester, il les maltraite. Cela impatienté naturellement la partie la plus ardente, si vous voulez, la plus généreuse et la moins réfléchie de la classe bourgeoise, et c'est ainsi que se forme en son sein, en haine de cette oppression, le parti républicain-bourgeois.

Que veut ce parti? L'abolition de l'Etat? La fin de l'exploitation des masses populaires officiellement protégée et garantie par l'Etat? L'émancipation réelle et complète pour tous par le moyen de l'affranchissement économique du peuple? Pas du tout. Les républicains bourgeois sont les ennemis les plus acharnés et les plus passionnés de la révolution sociale. Dans les moments de crise politique, lorsqu'ils ont besoin du bras puissant du peuple pour renverser un trône, ils condescendent bien à promettre des améliorations matérielles à cette classe si intéressante des travailleurs, mais comme, en même temps, ils font animés de la résolution la plus ferme de conserver et de maintenir tous les principes, toutes les bases sacrées de la société actuelle, toutes ces institutions économiques et juridiques qui ont pour conséquence nécessaire, la servitude réelle du peuple, leurs promesses s'en vont naturellement toujours en fumée. Le peuple, déçu, murmure, menace, se révolte, et alors, pour contenir

l'explosion du mécontentement populaire, ils se voient forcés, les révolutionnaires bourgeois, de recourir à la répression toute-puissante de l'Etat. D'où il résulte que l'Etat républicain est tout aussi oppressif que l'Etat monarchique, seulement, il ne l'est point pour les classes possédantes, il ne l'est exclusivement que contre le peuple.

Aussi nulle forme de gouvernement n'eût-elle été aussi favorable aux intérêts de la bourgeoisie, ni aussi aimée de cette classe que la république, si elle avait seulement dans la situation économique actuelle de l'Europe, la puissance de se maintenir contre les aspirations socialistes, de plus en plus menaçantes des masses ouvrières. Ce dont les bourgeois doutent, ce n'est donc pas de la bonté de la république, qui est toute en leur faveur, c'est de sa puissance comme Etat, ou de sa capacité de se maintenir et de les protéger contre les révoltes du prolétariat. Il n'y a pas de bourgeois qui ne vous dise: *“La république est une belle chose, malheureusement elle est impossible; elle ne peut durer, parce qu'elle ne trouvera jamais en elle-même la puissance nécessaire pour se constituer en Etat sérieux, respectable, capable de se faire respecter et de nous faire respecter par les masses”*. Adorant la république d'un amour platonique, mais doutant de sa possibilité ou du moins de sa durée, le bourgeois tend par conséquent à se remettre toujours sous la protection d'une dictature militaire qu'il déteste, qui le froisse, l'humilie et qui finit toujours par le ruiner tôt ou tard, mais, qui lui offre au moins toutes les conditions de la force, de la tranquillité dans les rues et de l'ordre public.

Cette prédilection fatale de l'immense majorité de la bourgeoisie pour le régime du sabre fait le désespoir des républicains bourgeois. Aussi ont-ils fait et ils font précisément aujourd'hui des efforts surhumains pour se faire aimer la république, pour lui prouver que, loin de nuire aux intérêts de la bourgeoisie, elle leur sera au contraire tout-à-fait favorable, ce qui revient à dire qu'elle sera toujours opposée aux intérêts du prolétariat et qu'elle aura toute la force nécessaire pour imposer au peuple le respect des lois qui garantissent la tranquille domination économique et politique des bourgeois.

Telle est aujourd'hui la préoccupation principale de tous les membres du gouvernement de la Défense nationale, aussi bien que de tous les préfets, sous-préfets, avocats de la République et commissaires généraux qu'ils ont délégués dans les départements. Ce n'est pas autant de défendre la France contre l'invasion des Prussiens, que de prouver aux bourgeois qu'eux, républicains et détenteurs actuels du pouvoir, de l'Etat, ont toute la bonne volonté et toute la puissance voulue pour contenir les révoltes du prolétariat. Mettez-vous à ce point de vue, et vous comprendrez tous les actes, autrement incompréhensibles, de ces singuliers défenseurs et sauveurs de la France.

Animés de cet esprit et poursuivant ce but, ils sont forcément poussés vers la réaction. Comment pourraient-ils servir et provoquer la révolution, alors même que la révolution serait, comme elle l'est évidemment aujourd'hui, l'unique moyen de salut général de la France? Ces gens qui portent la mort officielle et la paralysie de toute action populaire en eux-mêmes, comment porteraient-ils le mouvement et la vie dans les campagnes? Que pourraient-ils dire aux paysans pour les soulever contre l'invasion des Prussiens, en présence de ces curés, de ces juges de paix, de ces maires et de ces gardes-champêtres bonapartistes, que leur amour démesuré de l'ordre public leur commande de respecter, et qui font et qui continueront de faire, eux, du matin jusqu'au soir, et armés d'une influence et d'une puissance d'action bien autrement efficace que la leur dans les campagnes, une propagande toute contraire? S'efforceront-ils d'émouvoir les paysans par des phrases, lorsque tous les faits seront opposés à ces phrases?

Sachez-le bien, le paysan a en haine tous les gouvernements. Il les supporte par prudence; il leur paie régulièrement les impôts et souffre qu'ils lui prennent ses fils pour en faire des soldats, parce qu'il ne voit pas comment il pourrait faire autrement, et il ne prête la main à aucun engagement, parce qu'il se dit que tous les gouvernements se valent et que le gouvernement nouveau, quelque nom qu'il se donne, ne sera pas meilleur que l'ancien, et parce qu'il veut éviter les risques et les frais d'un changement inutile. De tous les régimes d'ailleurs, le gouvernement républicain lui est le plus odieux, parce qu'il lui rappelle les centimes additionnels de 1848 d'abord, et qu'ensuite, on s'est occupé pendant vingt ans de suite à le noircir dans son opinion. C'est sa bête noire, parce qu'il représente, à ses yeux le régime de la violence exercée sans aucun avantage, mais au contraire avec la ruine matérielle. La république, pour lui, c'est le règne de ce qu'il déteste plus que tout autre chose, la dictature des avocats et des bourgeois de ville, et dictature pour dictature, il a le mauvais goût de préférer celle du sabre.

Comment espérer alors que des représentants officiels de la république pourront le convertir à la république? Lorsqu'il se sentira le plus fort, il se moquera d'eux et les classera de son village; et lorsqu'il sera le plus faible il se renfermera dans son mutisme et dans son inertie. Envoyer des républicains bourgeois, des avocats ou des rédacteurs de journaux dans les campagnes, pour y faire la propagande en faveur de la république, ce serait donc donner le coup de grâce à la république.

Mais alors que faire? Il n'y a qu'un seul moyen, c'est de révolutionner les campagnes aussi bien que les villes. Et qui peut le faire? La seule classe qui porte aujourd'hui réellement, franchement, la révolution en son sein: la classe des travailleurs des villes.

Mais comment les travailleurs s'y prendront-ils pour révolutionner les campagnes? Enverront-ils dans chaque village des ouvriers isolés comme des apôtres de la république? Mais, où prendront-ils l'argent nécessaire pour couvrir les frais de cette propagande? Il est vrai que MM. les sous-préfets et commissaires généraux pourraient les envoyer aux frais de l'Etat. Mais alors ils seraient plus les délégués du monde ouvrier mais ceux de l'Etat, ce qui changerait singulièrement leur caractère, leur rôle, et la nature même de leur propagande, qui deviendrait par là-même une propagande non révolutionnaire mais forcément réactionnaire; car la première chose, qu'ils seraient forcés de faire, ce serait d'inspirer aux paysans la confiance dans toutes les autorités nouvellement établies ou conservées par la république, donc aussi la confiance dans ces autorités bonapartistes dont l'action malfaisante continue de peser encore sur les campagnes. D'ailleurs, il est évident que MM. les préfets, les sous-préfets et les commissaires généraux, conformément à cette loi naturelle qui fait préférer à chacun ce qui concorde avec lui et non ce qui lui est contraire, choisiraient, pour remplir ce rôle de propagateurs de la république, les ouvriers les moins révolutionnaires, les plus dociles ou les plus complaisants. Ce serait encore la réaction sous la forme ouvrière; et nous l'avons dit, la révolution seule peut révolutionner les campagnes.

Enfin, il faut ajouter que la propagande individuelle, fût-elle même exercée par les hommes les plus révolutionnaires du monde, ne saurait avoir une très grande influence sur les paysans. La rhétorique pour eux n'a point de charme, et les paroles lorsqu'elles ne sont pas la manifestation de la force, et ne sont pas immédiatement accompagnées par des faits, ne sont pour eux que des paroles. L'ouvrier qui viendrait seul tenir des discours dans un village, courrait bien le risque d'être bafoué et chassé comme un bourgeois.

Que faut-il donc faire? Il faut envoyer dans les campagnes, comme propagateurs de la révolution, des Corps-Francis.

Règle générale: Qui veut propager la révolution, doit être franchement révolutionnaire lui-même. Pour soulever les hommes, il faut avoir le diable au corps; autrement on ne fait que des discours qui avortent, ou ne produisent qu'un bruit stérile, non des actes. Donc, avant tout, les Corps-Francis propagateurs, doivent être, eux-mêmes, révolutionnairement inspirés et organisés. Ils doivent porter la révolution en leur sein pour pouvoir la provoquer et la susciter parmi eux. Ensuite, ils doivent se tracer un système, une ligne de conduite conforme au but qu'ils se proposent.

Quel est ce but? Ce n'est pas d'imposer la révolution aux campagnes, mais de l'y provoquer et de l'y susciter, une révolution imposée, soit par des décrets officiels, soit à main armée, n'est plus la révolution, mais le contraire de la révolution, car elle provoque nécessairement la réaction. En même temps, les Corps-Francis doivent se présenter aux campagnes comme une force respectable et capable de se faire respecter; non sans doute pour les violenter, mais pour leur ôter l'envie d'en rire et de les maltraiter, avant même de les avoir écoutés, ce qui pourrait bien arriver à des propagateurs individuels et non accompagnés d'une force respectable. Les paysans sont quelque peu grossiers, et les natures grossières se laissent facilement entraîner par le prestige et les manifestations de la force, sauf à se révolter contre elle plus tard, si cette force leur impose des conditions trop contraires à leurs instincts et à leurs intérêts.

Voilà ce dont les Corps-Francis doivent bien se garder. Ils ne doivent rien imposer et tout susciter. Ce qu'ils peuvent et ce qu'ils doivent naturellement faire, c'est d'écarter, dès l'abord, tout ce qui pourrait entraver le succès de la propagande. Ainsi ils doivent commencer par casser, sans coup férir, toute l'administration communale, nécessairement infectée de bonapartisme, sinon de légitimisme ou

d'orléanisme; attaquer, expulser et, au besoin, arrêter MM. les fonctionnaires communaux, aussi bien que tous les propriétaires réactionnaires, et M. le curé avec eux, pour aucune autre cause que leur connivence secrète avec les Prussiens: la municipalité légale doit être remplacée par un comité révolutionnaire, formé d'un petit nombre de paysans les plus énergiques et les plus sincèrement convertis à la Révolution.

Mais avant de constituer ce comité, il faut avoir produit une conversion réelle dans les dispositions sinon de tous les paysans, au moins de la grande majorité. Il faut que cette majorité se passionne pour la Révolution. Comment produire ce miracle? Par l'intérêt. Le paysan français est cupide, dit-on; eh bien, il faut que sa cupidité elle-même s'intéresse à la Révolution. Il faut lui offrir, et lui donner immédiatement de grands avantages matériels.

-----